

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Congrès des Cheminots (*Boris Souvarine*). — Pour la solidarité prolétarienne : Appel du Comité de la 3^{me} Internationale (*F. Loriot, P. Monatte, B. Souvarine*). — Les épurations nécessaires (*Raymond Lefebvre*). — Héros et martyrs du Communisme : Rosa Luxembourg (*Clara Zetkin*).

Aux Indépendants Allemands : Réponse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. — L'organisation de la force armée et la structure de la société (*N. Boukharine*). — La Famille et l'Etat Communiste (*Alexandra Kolontai*). — Correspondance internationale : Pologne, Espagne, Afrique du Sud. — Divers.

Le Congrès des Cheminots

La victoire des syndicalistes révolutionnaires au Congrès National des Cheminots retentit comme un avertissement implacable aux oreilles de la bourgeoisie inquiète. Il n'est pas exagéré de dire que le déplacement de la majorité au sein de la grande Fédération ouvrière comptera comme une date historique dans le mouvement prolétarien de ce pays : pour la première fois depuis 1914, une puissante organisation de travailleurs se dresse en ennemie du régime capitaliste et s'assigne un but de transformation sociale complète. La parole virile des cheminots est prononcée précisément à l'heure où la faillite bourgeoise s'avère comme une proche éventualité. Les clairvoyants partisans du régime au déclin ne peuvent plus dissimuler leurs appréhensions, et les menaces insolentes de la presse conservatrice apparaissent destinées moins à épouvanter les cheminots qu'à rassurer une clientèle apeurée.

Nous ne nous attarderons pas à louer nos camarades cheminots révolutionnaires, qui recueillent aujourd'hui les fruits d'une propagande méritoire, accomplie parmi de grandes difficultés et malgré de sérieux obstacles. Un avenir chargé de responsabilités et lourd d'inconnues est près de nous, exigeant déjà toutes nos préoccupations. C'est de cet avenir que nous voulons parler. Nous n'avons pas de conseils à donner à des camarades qui ont prouvé depuis longtemps qu'ils étaient majeurs ; mais la discussion est toujours ouverte entre communistes sincères qui se soucient de la réalisation de leur programme.

En prenant la direction de leur Fédération, les cheminots révolutionnaires ont pris un engagement explicite : agir en révolutionnaires. Cette formule n'implique pas une promesse de Révolution à date fixe, et Monatte l'a clairement montré dans la *Vie Ouvrière*. Elle comporte une tactique d'irréductible opposition au système capitaliste et d'action propre à hâter l'heure du transfert de la puissance publi-

que de la classe parasite à la classe productrice.

De ce point de vue, une action à objectif limité, — par exemple une grève de solidarité, — présente un caractère révolutionnaire, car elle s'inspire d'une conscience de classe et renforce la cohésion de classe. Par contre, une action pour un but d'apparence plus important, — comme la nationalisation, — est purement réformiste, car elle vise à substituer une forme d'exploitation capitaliste à une autre sans affaiblir le système capitaliste.

Monmousseau a fort justement critiqué le projet de nationalisation, dans un article de la *Vie Ouvrière* où il semble qu'il n'ait pas dit son dernier mot. Il nous paraît d'importance capitale de pousser à fond le débat sur ce point. La nationalisation, si elle était réalisée, ne pourrait l'être qu'au profit de l'Etat bourgeois dont les révolutionnaires se proposent la destruction. Même si l'on voulait, de deux maux, choisir le moindre, la nationalisation serait à repousser en premier lieu, car en période révolutionnaire, l'Etat bourgeois, instrument de domination de la classe au pouvoir, est l'ennemi essentiel de la classe insurgée.

Il est vrai que les auteurs du projet de nationalisation affirment la possibilité d'un système ferroviaire autonome au sein du système capitaliste. Mais nous entrons là dans le domaine de l'utopie. Il faut faire abstraction de toute la science communiste moderne pour croire que la structure de la société actuelle peut s'accommoder d'un organe indépendant de la classe détentrice du pouvoir, des sources de richesses, des instruments de production, des moyens d'échange. *Si les cheminots pouvaient, imposer par la force cette réforme littéralement « contre nature » — et nous le nions — ils seraient capables de réaliser le communisme intégral.*

Nous n'avons voulu aujourd'hui que poser la question. Dans le prochain numéro, nous essaierons de la résoudre.

Boris SOUVARINE.

Pour la Solidarité Prolétarienne

Appel du Comité de la 3^e Internationale

Travailleurs !

Le 1^{er} Mai, jour traditionnel d'une manifestation des prolétaires de toute la terre unis par leurs souffrances communes et leurs communes aspirations dans la lutte contre l'oppression capitaliste, vous rappelle un devoir de solidarité auquel vous ne sauriez vous soustraire sans trahir votre propre cause en même temps que celle de vos frères exploités des autres pays.

La solidarité mondiale du prolétariat est la condition essentielle de votre libération du servage moderne : le salariat. La lutte émancipatrice des salariés est internationale comme leur exploitation par le capital. Le sort de la classe productrice du monde entier est en jeu quand une fraction nationale de cette classe est engagée dans un combat décisif contre sa bourgeoisie : la défaite d'un prolétariat est une défaite pour tous les prolétaires, sa victoire est une victoire pour tous les prolétariats.

Les ouvriers et les paysans de Russie ont consenti d'incalculables sacrifices et fait preuve d'un dévouement sans bornes à la cause universelle des travailleurs opprimés. Ils n'ont pas versé leur sang, supporté toutes les misères, enduré mille souffrances, pour d'égoïstes intérêts, mais pour la délivrance de tous leurs frères de travail. En Hongrie et en Allemagne sont tombés pour la même cause des milliers de militants de la classe ouvrière révoltée. A ce martyrologe des communistes ont répondu les actes inoubliables des marins français de la mer Noire, des soldats mutinés à Arkhangel, des dockers, des marins, des cheminots, entravant l'expédition du matériel de guerre aux bandits de la contre-révolution. Ces démonstrations de solidarité internationale attestent d'une conscience de classe qu'aucune persécution ne pourra briser, et laissent espérer une démonstration plus vaste et plus efficace par son ampleur.

Plus que jamais, à l'heure où la coalition impérialiste alliée s'efforce de faire expier aux prolétaires de l'Europe Centrale les crimes de tous les dirigeants, doit s'exercer par-dessus les frontières la solidarité prolétarienne internationale. Il faut secourir les avant-gardes héroïques sur qui s'acharnent les fureurs de la réaction capitaliste. La Révolution allemande doit être aidée sans retard par les peuples occidentaux, pour que soit écarté de l'élite du peuple allemand le sort des communistes de Munich et de la Ruhr.

Aux ouvriers français incomberaient de ter-

ribles responsabilités si les répressions conjuguées des deux militarismes, sur la rive droite du Rhin, ne provoquaient pas la vigoureuse riposte de leurs organisations. La bourgeoisie française, âpre à conserver ses gigantesques profits de guerre et à étendre ses domaines d'exploitation, cherche visiblement à réduire en esclavage les travailleurs d'Allemagne pour éviter sa banqueroute inévitable, et dispute aux exploités allemands une part des fruits de leur spoliation. Ses projets ont été clairement révélés par le traité de Versailles, conclusion impérialiste d'une guerre impérialiste, cynique affirmation du droit de la force capitaliste victorieuse à subjuguier les peuples désarmés. Ce traité de pillage déroule ses conséquences inéluctables en écrasant le peuple allemand déjà dépouillé par sa bourgeoisie et, rendant intolérables ses conditions d'existence, contribue à susciter les soulèvements populaires que le militarisme noie dans le sang ouvrier. A la force capitaliste doit s'opposer la force prolétarienne, investie de la mission émancipatrice du travail par l'idéal communiste : comme la Révolution allemande a déchiré le traité de Brest-Litovsk, la révolution européenne détruira le traité de Versailles.

Travailleurs, au secours de vos frères allemands, sur qui pèse le joug du capitalisme français ajouté à la domination du capitalisme allemand, et de ses valets de la social-démocratie traîtresse !

Au secours de vos frères d'Autriche épuisés par une famine atroce qui condamne à la mort lente tout un peuple !

Au secours de vos frères de Hongrie frappés par la répression sauvage des magnats de la propriété foncière et du privilège industriel !

Au secours de vos frères des Balkans qui ne subissent la tutelle bourgeoise que par le voisinage des baïonnettes alliées !

Au secours de vos frères d'Irlande, en insurrection permanente et irréductible sous la botte géante de l'impérialisme britannique !

Au secours de vos frères de Russie, menacés par les mercenaires polonais et les hordes japonaises coalisés pour étouffer le foyer de la Révolution sociale !

Que la solidarité prolétarienne mondiale ne soit pas un vain mot. Que, le 1^{er} Mai, retentissent partout les mots d'ordre du communisme international !

Paix à tous les peuples ! A bas le régime capitaliste ! Vive la Révolution Communiste !

Pour le Comité de la 3^e Internationale :

F. LORIOT, P. MONATTE, B. SOUVARINE

LES ÉPURATIONES NÉCESSAIRES

Je crois que c'est Verfeuil qui a jeté le mot. Verfeuil a le coup pour les mots historiques. Mais j'ai mieux aimé son « boulet de la victoire », que ces « épurations » qu'il jugea « nécessaires » et n'osa exiger.

...Me voilà, par la vertu de ces quelques mots, reporté de deux ans en arrière, et je mesure la force perdue depuis lors par de bien bons camarades.

...Le temps où l'on méprisait Thomas, le temps où l'on flétrissait Compère-Morel, le temps où Verfeuil (justement!) guerroyait autour de la sombre question des mandats du Nord contre Grenier (qui vient de quitter le Parti, ce dont je le loue comme d'un acte de loyauté) contre Soutif (qui accepta, dit-on, une candidature sur une liste dissidente et je ne sais comment se ravisa, il fait partie maintenant de la majorité...) contre Renaudel..., enfin contre ce quarteron de manœuvriers dont l'énergie réussit à empêcher pendant plus de deux ans la vraie majorité de prendre le pouvoir, ce qui ne contribua pas médiocrement à prolonger la guerre

C'était le temps où Paul-Louis me disait : attendons le retour des mobilisés pour jeter dehors Thomas et tous ceux qui donnent maintenant dans la participation ministérielle... C'était le temps où Paul Faure traitait de criminels ceux qui l'applaudirent à Strasbourg... Enfin quoi, c'était le temps où au seul nom de Liebknecht une espèce d'émotion sacrée brandissait dans leur cœur une volonté rouge de Révolution internationale pour laquelle ils ne gardent plus désormais, hélas! que cette ironie pénible, c'est-à-dire chez ceux qui ont perdu la foi. C'était le temps où ils disaient : « le devoir révolutionnaire ». Ils disent « le bluff révolutionnaire », maintenant...

« Les épurations nécessaires » : voilà le mot avec lequel ils ont pris le pouvoir dans le Parti. Deux ans ont passé. Les épurations, plus nécessaires que jamais, ne sont pas faites. Faillite flagrante. Manquement formel à la parole donnée. Disqualification brutale. Deux ans, deux ans pendant lesquels, grâce à cette faiblesse, certains ont pu, accrochés dans le Parti, et n'y restant que pour le mieux ruiner, accomplir avec cynisme la plus évidente, la plus systématique forfaiture...

A l'heure actuelle un homme dirige l'Office International du Travail, créé par le traité de Versailles (...ce traité contre lequel vota le Parti (1)). Cet homme, en des lettres qui furent publiées (*Lettres à Sadoul*) s'avère cyniquement

(1) On comprend maintenant pourquoi Thomas voulait voter le traité de Versailles.

le contempteur de la Société des Nations qui, présentement, le nourrit et au nom de laquelle il nous fit assassiner pendant quinze cents jours; cet homme dans ces mêmes *Lettres à Sadoul* s'avère partisan d'une politique annexionniste de la France en Asie-Mineure (le voilà servi). Cet homme (les récentes révélations de l'*Opinion* l'ont établi) fut un des quatre Français qui ont su le secret de l'affaire Sixte de Bourbon (et il resta aux côtés du criminel Ribot pendant que Ribot refusait au Parti les passeports pour Stockholm, alors qu'il avait sous la langue le secret qui nous les aurait donnés!). Cet homme-là compte encore parmi les membres du Parti socialiste... et par le consentement exprès de ses camarades de la majorité « reconstructrice ». Ah! « les épurations nécessaires ».

Ayant écouté les arguments des « reconstructeurs », j'ai voulu, à Strasbourg, tenter une dernière fois l'union des forces révolutionnaires. Dans nos conversations particulières avec ceux des militants de la majorité actuelle qui ont toujours marqué le plus de sincérité socialiste et internationaliste, j'ai suggéré ceci : Vous qui prétendez — et je ne mets nullement votre parole en doute — vouloir « aller à la 3^e », mais après avoir pris vos précautions, voulez-vous faire le nécessaire pour cela? La 3^e est une organisation purement révolutionnaire. Aucun réformiste n'y peut trouver sa place. Le Parti français ne saurait, certes, se laisser imposer d'épurations par qui que ce soit, mais, d'autre part la 3^e ne saurait se voir imposer des adhésions d'indésirables patronnés par qui que ce soit. Vous dites : nous acceptons sans réserve le terrain doctrinal et la tactique de la 3^e, la seule vérité socialiste. Bien! Admettez-vous avec moi que cette doctrine, cette tactique, sont incompatibles avec la doctrine et la tactique des organisations capitalistes issus du traité de Versailles? Oui! Alors en blâmant Albert Thomas d'avoir, sans mandat du Parti, accepté un poste dans l'armée ennemie vous ne ferez pas de la « politique de personnes », ce ne sera pas un militant, ce sera une hérésie que vous frapperez. Ainsi, ainsi seulement vous pouvez préparer l'adhésion du Parti à la 3^e. ...Ou alors, les trois mois de crédit que vous demandez au Congrès, vous ne les demandez que pour gagner du temps et vous n'êtes pas sincères quand vous affirmez que vous voulez « aller à la 3^e », que « la doctrine et la tactique de la 3^e sont la vérité socialiste pure ».

J'ai donc présenté à ces camarades un texte de blâme (l'expulsion ne pouvant se faire qu'après une demande de contrôle devant la Fédé-

ration du Tarn), et j'ai tout de suite obtenu la signature de Longuet. Celle de Daniel Renoult suivit. Frossard, qui m'avait dit oui d'abord, se récusa. Verfeuil trouva mon texte trop pâle et proposa un amendement que je signai aussitôt, mais que Longuet ne signa pas (la démission immédiate de Thomas de l'Office du Travail).

Je voulais faire lire ce texte à la séance de nuit. On suggéra de le faire passer d'abord devant la commission des résolutions. Je répondis aux camarades « reconstruc-teurs » que je laissais entre leurs mains le texte, et que je ne pouvais faire davantage dans le sens de motions d'union des forces révolutionnaires. S'ils voulaient revenir sur leurs signatures je n'y pouvais évidemment rien.

Je dois dire que le lendemain le texte fut lu par Maurin à la Commission des résolutions. Mais Varenne s'opposa à ce que ce texte fut discuté, prétextant que la veille le Congrès ne l'avait pas entendu... Evidemment, Frossard la connaît dans les coins... la doctrine...

Et les « reconstruc-teurs » s'inclinèrent devant Varenne! Le soir ils n'osèrent même pas mettre à l'ordre du jour du Congrès ce qu'ils avaient eux-mêmes signé la veille.

J'avais fait l'expérience. J'étais fixé. Et Loriot, à qui je contai la fin de l'histoire, me dit : « Ce n'est pas la première fois, c'est la centième qu'à la dernière minute ils reculent devant une action précise... »

Hélas ! il n'y avait pas là un fait isolé...

Quelques semaines avant le Congrès, la majorité avait confié le soin de répandre le socialisme dans les campagnes à un ancien ministre de Clemenceau, ancien directeur de *La France Libre*, ancien chef de ce mouvement des quarante qui se distingua par l'activité de son zèle antirusse, Compère-Morel...

Oui..., vraiment... De plus en plus la question se pose de savoir si « *les Epurations nécessaires* » ne s'entendent pas autrement que nous ne l'avions cru... si ce n'est pas de la Révolution, du socialisme même, de la pensée et de la foi internationalistes qu'on voulait parler...

L'attitude des Reconstructeurs nettement hostile au communisme allemand, les flirts de Mistral et de Caussey avec les noskistes berlinois, tout, et chaque jour, nous contraint à craindre que ceux avec lesquels nous avons fraternellement lutté contre la guerre pendant la guerre, ne soient plus d'accord avec nous sur les méthodes ni même tout à fait sur le but de la guerre nouvelle...

Par leur refus de se séparer net des coupables de la prolongation du massacre de 1914, ils manifestent un souci maladroit d'habileté et un manque de foi. Ils manœuvrent. Ils n'agissent pas.

Par leur refus d'adopter la maxime zimmerwaldienne sur la Défense nationale, ils reconnaissent n'avoir pas compris le péril de l'Europe nouvelle, ni la dure leçon de Versailles, ni la vraie pensée socialiste.

Par leur effarement devant l'hypothèse de la prise du pouvoir en des conditions qu'ils jugent défavorables, ils nous montrent qu'ils n'ont pas compris que demain la France sera plus démolee encore qu'elle n'est maintenant, et que refuser maintenant une succession parce que trop chargée, c'est se condamner à ne l'accepter jamais ou à l'accepter trop tard, quand la ruine aura touché le fond.

Et pourtant il n'est aucun de nous qui ne sente tout ce qui rapproche encore les uns des autres, les deux fractions du Parti socialiste. Le cours du siècle est d'un bouillonnement si véhément, si trouble, qu'un remous suffit à rapprocher tout à coup ceux qu'un autre remous avait écartés. Ah ! lequel des militants songerait à rapprocher à Thomas lui-même, à Renaudel, leur passé, s'ils s'en venaient soudain, lâchant de prospères bénéfices, en première ligne du front révolutionnaire, reniant leur sanglante bévée, et rachetant tout par leur flegme à subir les épreuves de la calomnie et de l'assassinat... A plus forte raison des militants qui dès 1915 et 1916 se sont ressaisis et dès lors n'ont cessé de lutter contre le chauvinisme (sans toutefois, hélas ! l'avoir jamais voulu faire avec toutes leurs armes...) trouveraient-ils parmi nous un accueil fraternel... Oh ! un accueil ? même pas...

Certains d'entre eux nous sont si voisins qu'on se rencontre tous les jours dans l'escalier...

Je sais que pour mon humble part je n'ai pas eu le sentiment d'une conversion mais seulement d'une précision quand j'ai, longtemps après Loriot et Saumoneau (priez pour elle...) franchi le seuil de la 3^e Internationale.

Que chaque jour qui tombe contraigne le militant français à plus d'intransigeance, c'est là quelque chose d'historiquement évident. Et ils le comprennent si bien, les membres du Parti, que chaque jour la tendance 3^e Internationale grandit.

Oui, nous comptons sur la force du fait pour contraindre à l'intransigeance ceux qu'un reste de timidité laisse encore rôder à nos portes.

Mais nous n'attendons plus rien d'une tendance, qui après deux ans de pouvoir n'a pas encore fait honneur à ses engagements et paraît vouloir « reconstruire » une Internationale dont les pierres angulaires feraient mur mitoyen avec l'édifice de Versailles...

Le devis — pour continuer à employer ce style d'entrepreneur — ne nous convient pas — nous ne voulons pas mitoyenner.

Raymond LEFEBVRE.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

ROSA LUXEMBOURG

Rosa Luxembourgeois était une créature de volonté, d'une volonté extraordinairement forte. Une sévère maîtrise de soi refoulait à l'intérieur la fougue ardente de son tempérament, la dissimulant sous des aspects de réserve et de calme. Maîtresse d'elle-même, elle savait éduquer et diriger les autres. Sa fine sensibilité avait besoin d'être défendue contre les influences extérieures. Sa froideur apparente et sa stricte réserve dissimulaient une vie de sentiments, tendre, profonde et riche au plus haut point, qui, ne s'arrêtant pas aux hommes seuls, s'étendaient à toute la vie, embrassait le monde comme un tout unique. Il arrivait que Rosa, sanglante, fatiguée, accablée de travail, s'arrêtait sur son chemin pour ramasser un oisillon égaré et le porter jusqu'à son abri. Sa compassion envers la souffrance humaine ne diminua jamais. Elle eut toujours le temps et la patience d'écouter tous ceux qui avaient besoin de conseils et d'aide, et elle se refusait tout avec joie, à seule fin de venir en aide aux autres. Sévère envers elle-même, elle avait pour ses amis une indulgence intuitive ; leurs soucis et leurs tristesses la frappaient davantage que ses propres maux. En émitié, elle était l'incarnation même de la fidélité et du dévouement, de l'abnégation et d'une tendre sollicitude. Et quel charme n'avait-elle pas cette « fanatique inébranlable » ; dans le cercle de ses amis que de vie et d'intelligence pétillaient dans sa conversation ! Sa réserve et sa noble fierté lui avaient appris à souffrir sans se plaindre. Rien de vil n'existait pour elle. Petite et frêle, Rosa brûlait d'une énergie sans pareille. Elle avait envers elle-même des exigences de travail impitoyables, et elle arrivait à des résultats stupéfiants. Au moment où elle allait, semble-t-il, succomber d'un instant à l'autre à l'épuisement, elle abordait, « pour se reposer » quelque tâche plus lourde encore. Le travail et la lutte donnaient des ailes à sa force. On entendait rarement de sa bouche un « je ne peux pas » ; mais elle n'en disait que plus souvent « je dois ». Son tempérament malade et les conditions extérieures défavorables n'avaient sur elle aucun pouvoir. Eprouvée par des infirmités physiques, entourée de difficultés et de dangers, elle resta toujours elle-même. Sa liberté intérieure la soulevait toujours au-dessus de tous les obstacles.

Le camarade Mehring affirmait avec raison que Rosa Luxembourgeois était, parmi les disciples de Marx, la plus claire intelligence. Perspicace, profonde et totalement indépendante dans sa pensée, elle n'acceptait de confiance aucune formule traditionnelle, mais elle ne cessait jamais de refondre elle-même les idées et les faits qui acquiesçaient de cette façon, pour elle, une valeur spéciale et

personnelle. Une stricte logique s'unissait en elle à la compréhension très nette de la vie courante et de sa dialectique. Son intelligence hardie ne se contentait pas de connaître Marx, de le comprendre et de l'expliquer. Elle poussait plus avant dans la voie des recherches et continuait à créer elle-même selon l'esprit de Marx. Elle avait un don d'exposition remarquable et savait exprimer, avec toutes ses nuances, la plénitude de sa pensée. Jamais Rosa Luxembourgeois ne se contenta de l'exposé théorique incolore et sec, propre habituellement aux érudits socialistes. La langue de ses travaux pétillait d'intelligence, d'esprit, de mordante ironie, comme si elle tremblait d'une exaltation contenue et révèle à la fois une large culture et la richesse de la vie intérieure. Elle était un grand théoricien du socialisme scientifique, mais n'avait rien de commun avec les piètres pédants qui puisent toute leur sagesse dans quelques livres de science. Sa soif de connaître n'avait pas de limites. Son intelligence ouverte, sa compréhension intuitive trouvaient dans la nature et dans l'art des sources nouvelles, toujours vives, de bonheur et de perfection morale.

L'idée socialiste était pour Rosa Luxembourgeois une passion puissante, absorbant tout, une passion intellectuelle et morale. Cette passion la brûlait et se transformait en œuvre créatrice. Préparer la révolution qui devait ouvrir la route au socialisme fut la tâche de toute sa vie et le seul but que connut l'ambition de cette femme unique. Vivre jusqu'à la révolution, prendre part à ses batailles, c'était le plus haut honneur dont elle rêvait. Rosa Luxembourgeois a donné au socialisme tout ce qu'elle avait, et il n'y a pas de mots qui puissent exprimer la force de volonté, le désintéressement, le dévouement avec lesquels elle servit sa cause. Elle s'est offerte en holocauste au socialisme, non seulement par sa mort, mais aussi par tout son travail, tous les jours, à toute heure, pendant de longues années entièrement consacrées à la lutte. C'est pourquoi elle avait le droit d'exiger des autres qu'ils sachent tout sacrifier au nom du socialisme, tout jusqu'à la vie ! Elle était l'épée, elle était le feu de la révolution.

Rosa Luxembourgeois reste une des plus grandes figures dans l'histoire du socialisme international.

Clara ZETKIN.

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Paraît tous les vendredis

En vente partout : 20 centimes

96, quai Jemmapes (10^e)

Paris

Aux Indépendants allemands

Réponse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

En réponse à la proposition du Parti indépendant allemand, tendant à éviter l'adhésion directe à l'Internationale communiste et à réunir une Conférence des centristes pour discuter de cette adhésion, le Comité exécutif de l'Internationale communiste a formulé son point de vue dans les termes que nous publions ci-dessous. Nous sommes obligés de faire des réserves quant à la transmission défectueuse de ce message. Nous l'avions en mains depuis près de deux mois et nous espérons connaître un meilleur texte, mais nous ne pouvons plus attendre et publions le nôtre, dont le contenu est d'ailleurs absolument conforme aux idées exprimées par les communistes russes.

Les ouvriers Indépendants sont animés de sentiments très différents à ceux de leurs chefs de la droite du parti : dans la pratique, ils se rapprochent de plus en plus de nos idées, mais leurs leaders de droite y mettent obstacle. Au cours de la guerre, ils ont soutenu la défense nationale ; ensuite, ils ont participé au gouvernement avec les Scheidemann ; ils ont fait de la propagande pour l'orientation vers l'Entente ; ils ont professé un culte pour Wilson ; dans des moments décisifs, ils se sont présentés en entremetteurs, cherchant à favoriser une union équivoque entre les Conseils et l'Assemblée nationale ; et maintenant encore, ils hésitent devant l'action. Kautsky rassemble contre nous les ragots les plus malpropres. Le Parti ne saurait poursuivre utilement le développement de la révolution sans rompre avec de tels chefs.

Ce qui entrave la révolution, en Allemagne, c'est que le peuple est désarmé, que l'union avec les soviets de Russie est contrarié et que l'ancien appareil de gouvernement a été maintenu. Les leaders de droite des Indépendants en sont en grande partie responsables. Il faut que les ouvriers rectifient de nouveau leur front en passant eux-mêmes par-dessus la tête de quelques-uns de leurs chefs. Cette même idéologie des Indépendants est partagée par les Longuetistes et l'I. L. P., qui hésitent entre une trahison déclarée du socialisme et le communisme.

1). C'est une faute de demander, tant qu'existe encore l'esclavage du salariat, que l'avant-garde révolutionnaire ait derrière elle la majorité du peuple.

2). C'est une faute de croire que la résistance des exploités sera brisée sans violence et sans terreur.

3). C'est une faute de déplorer la guerre civile contre les exploités, car celle-ci n'est qu'une suite inévitable de la politique gouvernementale.

4). C'est une faute de ne pas reconnaître ouvertement que la dictature du prolétariat signifie le bouleversement total de l'appareil de l'Etat bourgeois.

5). Seuls des aveugles ne voient pas que la crise et l'écroulement du régime sont inévitables et que nous ne la surmonterons que par l'emploi de moyens révolutionnaires. S'en effrayer, c'est faire preuve de lâcheté contre-révolutionnaire.

6). C'est un préjugé néfaste que de soutenir le mensonge bourgeois de la liberté de réunion, de presse et de conscience et de ne pas admettre ouvertement la nécessité d'exproprier les imprimeries et les détenteurs de papier.

7). Les Indépendants ne font aucune propagande en faveur de mesures révolutionnaires immédiates, comme la confiscation des grandes propriétés.

8). Ils ne comprennent pas que les prolétaires ne peuvent être gagnés à notre cause que par la victoire de l'avant-garde prolétarienne.

9). Ils ne font rien pour préparer les troupes à passer du côté de la révolution.

10). Ils masquent la nécessité des confiscations par leurs illusions réformistes.

Les Indépendants ne parlent aucunement d'une fusion avec les communistes allemands, qui serait nécessaire dans les questions relatives à l'Internationale :

Ils masquent ce que le réformisme a de criminel ;

Ils ne font pas appel aux couches les plus pauvres de la population ;

Ils ne font aucune agitation pour soutenir le soulèvement des peuples coloniaux ;

Ils tolèrent dans leurs rangs des membres qui repoussent les idées fondamentales de la dictature du prolétariat ;

Ils n'ont pas définitivement rompu avec les renégats du socialisme ;

Ils se tournent du côté des partis tels que les social-démocrates blancs de Finlande.

Leur tentative pour appeler à la vie une quatrième Internationale est sans espoir. Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste exige que tous ceux qui combattent sincèrement pour la dictature du prolétariat s'unissent à elle ; le Comité Exécutif de l'Internationale communiste tient pour inadmissible la formation de toute union internationale ayant un caractère provisoire ; il est disposé, par contre, à entrer en pourparlers avec tous les partis prêts à rompre avec la 2^e Internationale et demande aux représentants de ces partis de venir en Russie ; toutefois, nous déclignons toute collaboration avec les leaders de droite des Indépendants et avec les Longuetistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste salue la résolution du Congrès de Leipzig de rompre avec la 2^e Internationale et demande l'envoi d'une délégation des Indépendants pour entrer en pourparlers ; il exprime sa conviction que l'intensification du mouvement révolutionnaire des masses obligera leur parti à se joindre à l'Internationale communiste. Les ouvriers conscients d'Allemagne sont chargés de faire connaître cette réponse dans leurs réunions et d'exiger une réponse des chefs des Indépendants.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

La Revue Communiste

Mensuelle

[Directeur: CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Paris

L'Organisation de la force armée et la structure de la Société

L'organisation de la force armée est toujours déterminée par le régime économique et politique sur la base duquel elle s'élève. Cette organisation n'est nullement quelque chose de figé ou d'immobile ; au contraire, on peut avec précision suivre l'évolution (et parfois la révolution) des formes d'organisation prises par ce problème. Il est facile de comprendre les causes fondamentales de ce phénomène. La société, avec ses types historiques changeants, est constituée à chaque moment donné selon un principe unique qui incarne, dans ses diverses parties, un seul et même « style ».

La base d'une société où règne l'esclavage est formée par les rapports de classes entre les propriétaires d'esclaves et les « outils parlants » dépourvus de tout droit. L'absence juridique de tout droit coïncide avec l'exploitation économique. La machine politique est construite comme la « structure économique » de la société. Et aux époques où les révoltes des esclaves menaçaient l'existence des propriétaires, l'armée était composée de « citoyens libres ». Les esclaves en étaient exclus. Ils étaient « indignes de porter les armes ».

Prenez un exemple plus près de nous : la société capitaliste. Sa base économique est constituée par les rapports entre le propriétaire, et l'ouvrier salarié qui n'a pas de propriété. Le régime politique reflète cette situation de telle sorte que, ou bien les ouvriers ne sont pas égaux en droits aux capitalistes, en principe et en fait, ou bien ils le sont en principe, mais non en fait. Dans l'un et l'autre cas, ce sont les bourgeois qui gouvernent, les ouvriers exécutent, se soumettent.

Les mêmes rapports sont constatés à l'armée. Les éléments qui économiquement sont les exploités, sont les *dirigants* ; à l'armée, ils sont les *commandants* et s'organisent dans ce que l'on appelle le corps des officiers. A ce point de vue, la fabrique capitaliste, toute institution de l'Etat comme le régiment de l'armée capitaliste sont construits sur un même type : les éléments des classes qui sont aux degrés supérieurs à la fabrique se trouvent aux degrés supérieurs aussi au régiment ou dans n'importe quel bureau. Au contraire, les éléments des classes qui se trouvent au bas de la hiérarchie à la fabrique sont aussi au bas de la hiérarchie au régiment et dans n'importe quel organe de l'Etat.

Il est facile de comprendre pourquoi l'on constate dans la société cette unité *sui generis* de l'architecture. Elle est la condition indispensable de la stabilité relative du type social en question. Sans cette unité, la société, en tant que système déterminé de rapports sociaux, s'écroulerait. Il résulte de ce qui pré-

cède qu'un système social donné est d'autant plus stable que son plan architectural intérieur a plus d'unité ; en d'autres termes, que la « surélévation » politique ou autre est mieux adaptée à la base économique.

C'est là aussi le critérium nécessaire à trancher la question de l'organisation des forces armées. Peu avant la révolution d'octobre, c'était un fait certain que la discipline avait disparu dans l'armée. Mais elle avait disparu exactement comme la discipline capitaliste dans n'importe quelle fabrique. L'ouvrier qui occupait la situation inférieure à la fabrique, cessa d'obéir au capitaliste. La classe ouvrière revendiqua elle-même ses droits, d'abord au contrôle, puis à la direction des fabriques. Elle ne voulut et ne put plus travailler en obéissant au doigt et à l'œil de l'exploiteur. Mais de même que l'ouvrier ne pouvait plus travailler pour le capitaliste et lui obéir à la fabrique, de même il ne pouvait plus travailler pour lui et lui obéir à l'armée. Ainsi cette armée se disloqua. L'expérience des révolutions hongroise et allemande, aussi bien que de la révolution russe et en général de la révolution mondiale qui grandit, montre tout à fait clairement que *le type capitaliste des rapports entre les hommes crève en même temps dans tous les domaines. C'est pourquoi l'espoir de maintenir la vieille armée est une vaine utopie, un non-sens absolu.*

Examinons maintenant l'autre face de la question.

Quelle devra être l'organisation des forces armées lorsque le communisme sera complètement établi, c'est-à-dire lorsque fonctionnera une économie mondiale fraternelle et libre ? La réponse est évidente : Il n'y en aura aucune, car il n'y aura alors ni ennemi « extérieur », ni ennemi « intérieur » ; il n'y aura ni Etats, ni classes, il y aura l'humanité unique.

Mais entre le communisme mondial et la dictature du prolétariat, comme voie vers le communisme, il y a une série de stades intermédiaires. On peut imaginer, par exemple, une situation comme celle-ci : dans toute l'Europe, le communisme est établi presque complètement ; la production sociale est organisée, la bourgeoisie s'est depuis longtemps résignée, métamorphosée, elle a été assimilée ; les classes ont disparu ; les Européens sont devenus simplement citoyens de la société socialiste. Mais en Asie et en Afrique le capitalisme s'est développé, la bourgeoisie s'est armée et mène une politique impérialiste analogue à la bourgeoisie européenne déchue. Il est évident que dans ce cas une organisation des forces armées est nécessaire en Europe. Sous quelle forme ? Ici aussi la réponse est claire : *L'organisation militaire de la société*

communiste où les classes ont disparu, mais qui doit lutter contre la bourgeoisie étrangère, doit être la milice socialiste formée par ce peuple entier ; c'est le type d'organisation des forces armées le plus libre, le plus parfait ; il est fondé sur la profonde conscience des membres de la société socialiste, égaux, psychologiquement fusionnés, et qui ne sont divisés par aucune cloison de classes. Ce qu'on appelle la discipline forcée ne joue ici presque aucun rôle.

L'armée de la dictature prolétarienne doit être distinguée de ce type d'organisation des forces armées. Elle appartient à la phase historique qui conduit au communisme mais qui n'est pas le communisme.

Ici la base économique n'est pas une économie sociale dirigée par une société sans classes, mais une économie sociale-politique dirigée par le prolétariat.

L'Etat n'est pas supprimé, mais c'est la dictature du prolétariat qui règne. On ne constate pas la disparition totale des classes, mais un état de guerre civile plus ou moins apparent ou plus ou moins latent, ou bien de lutte sociale qui se déroule sourdement. Dans ces conditions, l'organisation d'une milice populaire n'est pas opportune. Elle ne correspondrait nullement à la base économique ni au type de l'Etat soviétiste. Notre programme dit avec raison : « L'armée rouge, comme instrument de la dictature prolétarienne, doit nécessairement avoir un caractère de classe bien tranché, c'est-à-dire être composée exclusivement par le prolétariat et les couches prolétariennes de la population rurale qui lui sont proches ».

Si même dans une armée de ce genre, l'homogénéité de classe n'est pas complète, dans la mesure où cette absence d'homogénéité résulte de la différence existant entre le prolétariat — qui est le guide conscient de toute la révolution — et l'idéologie de petits propriétaires de la population rurale, l'hégémonie du prolétariat sera et doit être assurée premièrement par le corps des officiers prolétariens, à la formation duquel il faut viser, ce qui, aux termes de notre programme, est « l'une des tâches essentielles », et, deuxièmement, par une discipline révolutionnaire de fer, que la phase de développement donnée rend indispensable. Celui qui connaît l'histoire de la révolution française sait comment s'organisa l'armée révolutionnaire.

La formation de l'armée doit évidemment être accompagnée de l'instruction militaire universelle de tous les prolétaires et semi-prolétaires et de la mise aux programmes des écoles des matières qui se rapportent à cette instruction. L'instruction militaire générale doit, aux premiers degrés du développement de la dictature, revêtir également un caractère de classe, et ne devient « populaire » que dans la mesure où se produit le processus de la disparition des classes. La détermination concrète des catégories qui doivent être instruites est une question de tact politique ; elle est dictée entièrement par le caractère du moment,

par le degré de déformation des classes et de leur assimilation par le prolétariat.

C'est seulement dans ces conditions que le système de la dictature du prolétariat sera stable, et que l'armée rouge sera victorieuse.

Il va de soi qu'ici l'armée n'est pas « en dehors de la politique » mais doit être entièrement imbue de la politique communiste, et que l'œuvre d'instruction et d'éducation militaire de l'armée rouge doit être basée sur l'affermissement du sentiment de classe et l'éducation socialiste.

La phrase du théoricien de l'impérialisme allemand Clausewitz « la guerre est la continuation de la politique, mais seulement par d'autres moyens » est devenue un truisme. Mais elle n'en reste pas moins vraie, avec cette différence qu'aujourd'hui, à la politique de l'impérialisme, succède la politique du communisme victorieux, dont les armées rouges de la dictature prolétarienne sont l'instrument.

N. BOUKHARINE.

NOTRE BULLETIN

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit. Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc.
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lou-natcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les Problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.

Donnez-nous des listes d'abonnés possibles, pour l'envoi de numéros d'essai.

La Famille et l'Etat communiste

I. — La famille et le travail salarié des femmes.

La famille sera-t-elle maintenue dans l'Etat communiste ? sera-t-elle exactement la même qu'aujourd'hui ? Voilà une question qui tourmente les femmes de la classe ouvrière et qui préoccupe également leurs camarades, les hommes. Ce problème attire ces derniers, temps particulièrement les esprits, dans le monde des travailleuses et cela n'est pas fait pour nous étonner : la vie change à vue d'œil, on voit peu à peu disparaître les anciennes mœurs et habitudes, toute l'existence de la famille du prolétaire s'organise d'une façon si nouvelle, si inaccoutumée, si « bizarre », comme le pensent d'aucuns. Ce qui rend plus perplexe encore la femme en l'occurrence, c'est que le divorce a été facilité dans la Russie des Soviets. En effet, en vertu du décret des Commissaires du Peuple du 18 décembre 1917, le divorce a cessé d'être un luxe accessible aux seuls riches ; désormais, la femme ouvrière n'aura pas à solliciter des mois voire des années durant, un passeport séparé pour se rendre indépendante envers une brute et un ivrogne de mari qui la rouait de coups. Désormais le divorce à l'amiable peut être obtenu dans l'espace d'une ou deux semaines, tout au plus. Mais c'est précisément cette facilité du divorce, tant bénie par les femmes malheureuses dans leur ménage, qui épouvante les autres, celles notamment qui sont habituées à considérer le mari comme le « nourricier », comme l'unique soutien dans la vie et qui ne comprennent pas encore que *la femme doit s'habituer à chercher et à trouver ce soutien ailleurs, non point dans la personne de l'homme, mais dans celle de la collectivité, de l'Etat.*

La vérité, il n'y a pas à se le dissimuler : la famille normale d'autrefois, où l'homme était tout et où la femme n'était rien — puisqu'elle n'y avait ni sa volonté à elle, ni son argent à elle, ni son temps à elle — cette famille se modifie d'un jour à l'autre, elle a presque vécu. Mais cela ne doit pas nous effrayer. Soit par erreur, soit par ignorance, nous sommes tout prêts à nous imaginer que tout, autour de nous, reste immuable alors que tout change.

Il n'y a qu'à lire comment les gens ont vécu dans le passé et l'on se rend compte aussitôt que tout est sujet à changer et qu'il n'est point de mœurs, ni d'organisation politique, ni de coutumes qui demeurent fixes, invariables. Et la famille aux diverses époques de la vie de l'humanité a maintes fois changé de forme ; elle fut tout autre de celle qu'on est habitué à voir aujourd'hui. Il fut un temps où l'on considérait comme uniquement normale une seule forme de famille — *la famille générique* — c'est-à-dire celle où était placée à la tête une *vieille mère* autour de laquelle se groupaient, pour vivre et travailler ensemble, enfants, petits-fils, arrière-petit-fils. Il y eut aussi la famille *patriarcale* présidée par le père-maître, dont la volonté faisait loi pour tous les autres membres de la famille. Même de nos

jours, on peut encore remonter dans les villages russes pareilles familles paysannes. Là, en effet, les mœurs et lois familiales ne sont pas celles de l'ouvrier des villes ; il y existe encore un grand nombre de coutumes que l'on ne rencontre plus dans la famille d'un prolétaire citadin. La forme de la famille, ses usages, varient suivant les peuples. Il existe des peuples, comme par exemple, les Turcs, les Arabes, les Perses, où, de par la loi il est admis qu'un seul mari ait beaucoup de femmes. Il a existé et il existe encore à l'heure actuelle des peuplades où l'usage tolère, tout au contraire, qu'une femme ait plusieurs maris. Il est dans les mœurs habituelles de l'homme d'aujourd'hui d'exiger de la jeune fille qu'elle reste vierge jusqu'à son mariage légitime ; or, il y avait des peuples où la femme se faisait, au contraire, gloire d'avoir beaucoup d'amants, en mettant sur ses bras et ses jambes autant d'anneaux qu'elle avait eu de maris... Telles pratiques, qui n'auraient pas de nous étonner, nous autres, et que nous qualifierions d'immorales, se trouvent consacrées ailleurs, chez d'autres peuples, qui, en revanche, considèrent comme un « péché » nos lois et usages à nous. Aussi n'avons-nous point lieu de nous effrayer de ce que la famille soit en train de se modifier, de ce que l'on voie s'en aller peu à peu les vestiges d'un passé devenus inutiles, de ce qu'enfin des rapports nouveaux s'établissent entre l'homme et la femme. Il n'y a qu'à se demander : Qu'est-ce qui, dans notre famille est devenu désuet et quels sont, dans les relations de l'ouvrier à l'ouvrière, du paysan à la paysanne, les droits et devoirs respectifs qui s'harmoniseraient le mieux avec les conditions d'existence de la Russie nouvelle, de la Russie laborieuse qu'est notre Russie soviétique actuelle ? Seul ce qui lui conviendrait serait maintenu ; le reste, toutes les vieilleries surannées que nous a léguées la maudite époque de servitude et de domination que fut celle des seigneurs-propriétaires de domaines et des capitalistes, tout cela sera balayé ensemble avec la classe des propriétaires elle-même, avec ces ennemis du prolétariat et des pauvres...

La famille, sous sa forme actuelle, elle aussi n'est plus qu'un des débris du passé. Autrefois solide, renfermée en elle-même, indissoluble — puisqu'on considérait comme tel le mariage béni par le pape en personne — elle était également nécessaire à tous ses membres ; si ce n'eût été la famille qui aurait nourri, vêtu et élevé les enfants, qui les eût guidés dans la vie ? Le sort de l'orphelin autrefois était le pire des sorts. Dans la famille à laquelle nous sommes accoutumés, c'est le mari qui gagne et entretient femme et enfants ; la femme, elle, s'occupe du ménage et élève les enfants comme elle l'entend. Mais depuis le siècle dernier cette forme habituelle de la famille se détruit progressivement dans tous les pays où règne le capital, où s'accroît rapidement le nombre des fabriques, usines et autres entreprises capitalistes occupant des ouvriers. Les coutumes et mœurs familiales se transforment en même temps que les conditions géné-

rales de la vie ambiante. Ce qui tout d'abord a contribué à changer d'une manière radicale les mœurs de la famille, c'est à coup sûr la propagation universelle du *travail salarié des femmes*. Autrefois, c'était l'homme seul qui était censé être le soutien de famille. Mais depuis les cinquante ou soixante dernières années, on voit en Russie (dans les autres pays le fait s'est produit un peu plus tôt) le régime capitaliste astreindre la femme à chercher un travail rémunérateur hors la famille, hors sa maison. Le salaire de l'homme « nourricier » ayant été insuffisant à pourvoir aux besoins de la famille, la femme, à son tour, s'est vue obligée d'aller travailler pour gagner ; la mère, elle aussi, a dû venir frapper à la porte des bureaux de la fabrique. Et d'une année à l'autre on voit s'accroître le chiffre des femmes de la classe ouvrière désertant la maison, soit pour venir grossir les rangs des ouvrières des fabriques, soit pour aller se placer comme journalières, vendeuses, commis de bureau, blanchisseuses, servantes, etc. Selon un calcul fait avant le début de la guerre mondiale, on comptait dans les Etats d'Europe et d'Amérique 60 millions de femmes gagnant leur vie par un travail indépendant. Durant la guerre, ce chiffre s'est sensiblement accru. Presque la moitié de ces femmes sont mariées.

Mais l'on voit d'ici ce qu'est cette vie de famille-là où l'épouse-mère passe au travail, hors la maison, huit, et avec le trajet, quelquefois dix heures par jour ! Son ménage est forcément négligé, les enfants grandissent privés de la surveillance maternelle, abandonnés à eux-mêmes et à tous les hasards dangereux de la rue où ils passent la plus grande partie de leur temps. La femme, la mère travailleuse sue sang et eau pour remplir trois tâches à la fois : fournir des heures de travail, tout comme son mari, dans quelque établissement industriel ou commercial, puis vaquer tant bien que mal à son ménage, enfin soigner ses enfants. Le capitalisme a mis sur les épaules de la femme un fardeau qui l'écrase : il a fait d'elle une salariée sans lui avoir allégé ses charges de ménagère et de mère. Aussi voit-on la femme ployer sous son triple fardeau insupportable, qui lui arrache souvent un cri de douleur vite étouffé, qui plus d'une fois lui fait monter les larmes aux yeux. Les soucis ont toujours été le lot de la femme, mais jamais sort de femme n'a été plus malheureux, plus désespérant que celui des millions de femmes-travailleuses sous le joug capitaliste d'aujourd'hui, en plein épanouissement de la grande industrie...

Plus le travail salarié de la femme se généralise et plus aussi la famille se décompose. Quelle vie de famille que celle où l'homme et la femme travaillent à l'usine dans des équipes différentes ! Ou la femme n'a même pas le temps de préparer convenablement la popote des siens ! Quelle vie de famille, lorsque le père et la mère, durant vingt-quatre heures d'un dur labeur, ne peuvent même pas passer quelques moments avec leurs enfants ! Autrefois, c'était bien différent : la mère, maîtresse de maison, restait chez elle, s'occupait de son ménage et de ses enfants qu'elle ne cessait de surveiller d'un œil vigilant. Aujourd'hui, dès le matin, au premier bruit de la cloche de l'usine, la femme-ouvrière court à son travail, et le soir venu, de nouveau au son de la cloche, elle se hâte de

rentrer pour préparer la soupe de la famille et faire le travail du ménage le plus pressant ; après un trop insuffisant sommeil, elle recommence le lendemain sa journée d'ouvrière. Une vraie galère que cette vie de la travailleuse mariée ! Rien d'étonnant donc si, dans ces conditions, la famille se disloque et se décompose de plus en plus. On voit disparaître petit à petit tout ce qui autrefois rendait la famille solide et ses fondements stables. *La famille cesse d'être une nécessité pour les membres qui la composent aussi bien que pour l'Etat*. L'ancienne forme de la famille devient tout simplement un embarras.

De quoi la famille d'autrefois était-elle forte ? En premier lieu, du fait que le mari et le père entretenaient la famille ; ensuite, de ce que le foyer commun était chose également nécessaire à tous les membres de la famille ; et, enfin, troisièmement, de l'éducation des enfants par les parents. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Le mari, nous venons de le dire, a cessé d'être l'unique soutien de famille. La femme-travailleuse est devenue l'égal de l'homme à cet égard. Elle a appris à gagner sa propre vie, voire souvent celle de ses enfants et de son mari. Restent le ménage et l'éducation, ainsi que l'entretien des enfants en bas âge. Voyons d'un peu plus près si la famille ne va pas être délivrée bientôt de ces tâches elles-mêmes.

II. — Les travaux du ménage cessent d'être nécessaires.

Il fut un temps où toute la vie de la femme des classes pauvres, dans les villes aussi bien que dans les campagnes, se passait au sein de la famille. Au delà du seuil de sa maison, la femme ne savait rien et, sans doute, ne voulait-elle rien savoir. En revanche, dans l'intérieur de sa maison, que de préoccupations des plus variées, des plus utiles et des plus nécessaires non seulement à la famille elle-même, mais également à l'Etat tout entier. La femme faisait tout ce que fait actuellement chaque femme ouvrière et paysanne : elle cuisinait, elle lessivait, elle nettoyait la maison, elle reprisait et rapiécail les effets de la famille ; mais elle ne faisait pas que cela : elle avait à remplir beaucoup d'autres tâches encore que la femme d'aujourd'hui ne remplit plus. Elle filait la laine et le lin, elle tissait de la toile et du drap, elle tricotait des bas, elle faisait de la dentelle, elle s'occupait autant que le lui permettait son état de fortune de fumaisons et de salaisons, elle fabriquait les boissons du ménage, elle coulait elle-même ses chandelles. Que ne faisait-elle pas, la femme d'autrefois !

Voilà comment s'écoulait la vie de nos mères et de nos grand-mères. Même de notre temps dans nos villages isolés dans le fond de la campagne, loin du chemin de fer et des grands fleuves, on peut encore rencontrer des coins où ce train de vie du bon vieux temps s'est conservé dans toute sa pureté, où la maîtresse de maison est surchargée des travaux dont les femmes ouvrières des grandes villes et des agglomérations industrielles populeuses n'ont plus aucune idée depuis longtemps.

A l'époque de nos grand-mères, tout ce labeur domestique était une chose essentiellement néces-

saire et utile dont dépendait le bien-être de la famille ; plus la maîtresse de la maison était à l'aise, mieux on vivait dans cette maison et plus il y avait d'ordre et d'aisance. L'Etat tirait profit de cette activité de la femme ménagère. Puisque, en effet, la femme d'autrefois ne se bornait pas à préparer des potages aux pommes de terre, directement consommés par la famille, mais que ses mains créaient encore maints produits tels que de la toile, du fil, du beurre, etc., toutes choses qui sur le marché pouvaient servir d'objets de vente qui constituaient par conséquent des marchandises, des valeurs.

Il est vrai que du temps de nos grand-mères et arrière-grand-mères, le labeur de celles-ci n'était pas évalué au prix de l'argent. Mais chaque homme, fût-il paysan ou ouvrier, cherchait pour épouser la femme aux « mains d'or », comme on le dit encore dans le peuple. Car les ressources de l'homme à elles seules, « sans le travail domestique » de la femme auraient été insuffisantes pour faire vivre le futur ménage. Mais sur ce point les intérêts de la nation coïncidaient avec ceux du mari : plus la femme faisait preuve d'activité au sein de la famille plus elle créait de produits de toutes sortes : de la toile, du cuir, de la laine, dont le superflu était vendu sur le marché voisin, plus la prospérité économique du pays pris dans son ensemble grandissait.

Mais le capitalisme a tout changé de cette ancienne manière de vivre. Tout ce qui auparavant se faisait au sein de la famille a été fabriqué en masse, dans les ateliers et fabriques. La machine a supplanté les doigts habiles de la femme. Quelle ménagère s'occuperait actuellement à couler des chandelles, à filer la laine, à tisser de la toile ? Tous ces produits, on peut les acheter au magasin, tout prêts. Autrefois, chaque jeune fille apprenait à tricoter des bas. Voit-on aujourd'hui une jeune ouvrière tricotant elle-même ses bas ? Tout d'abord, elle n'en aurait point le temps. Le temps, c'est de l'argent et personne ne veut le dépenser d'une manière improductive, sans en tirer un certain avantage. Or, toute ménagère-travailleuse a plus d'intérêt à acheter ses bas tout faits au lieu de perdre son temps à les faire elle-même. Rare est l'ouvrière qui s'occuperait encore à saler des concombres ou à préparer des conserves du moment que dans l'épicerie d'à côté elle trouve concombres et conserves tout préparés. Bien que la confection vendue au magasin soit de qualité inférieure et que la camelote de fabrique ne vaille point ce qui se fait à la maison par les mains d'une économe ménagère, la travailleuse n'a ni le temps ni les forces nécessaires pour trop s'occuper des choses de son ménage. Elle est avant tout une salariée que son travail oblige à négliger son intérieur. Quoi qu'il en soit, le fait est que la famille contemporaine s'affranchit petit à petit de tous les travaux domestiques sans lesquels nos grand-mères ne pouvaient, à coup sûr, pas se figurer une famille. Ce qui autrefois était fabriqué au sein de la famille, l'est aujourd'hui par le commun labeur des ouvriers et ouvrières dans les fabriques et usines.

La famille consomme, mais elle ne produit plus. Les travaux essentiels de la ménagère d'aujourd'hui sont au nombre de quatre qui sont : service de pro-

pret (nettoyage des planchers, époussetage, chauffage, garniture des lampes, etc.), cuisine (préparation des diners et des soupers), lessive et entretien du linge et des effets de la famille (reprises et réparations).

Travaux pénibles, épuisants ; ils absorbent tout le temps et toutes les forces de la travailleuse qui doit encore fournir des heures de travail dans une fabrique. Mais il est certain, toutefois, que la tâche de nos grand-mères comportait un bien plus grand nombre de travaux. Et, en outre, elle revêtait un caractère qui manque complètement aux travaux de la femme ménagère de nos jours : ceux-ci ont cessé d'être nécessaires à l'Etat du point de vue de l'économie nationale. Ces travaux ne créent pas de nouvelles valeurs, ils ne contribuent pas à la prospérité du pays.

La femme-ménagère aurait beau passer du matin au soir à nettoyer son pauvre logement, à laver et à repasser son linge, à se consumer en efforts incessants pour tenir en ordre ses vêtements usés, elle aurait beau s'évertuer à préparer avec les modestes provisions dont elle dispose les mets qui lui plairaient, quand même à la tombée de la nuit il ne resterait de son labeur du jour nulle trace matérielle et elle n'aurait créé par ses mains infatigables rien qui constituerait une valeur sur le marché commercial. La femme-ménagère vivrait elle-même mille ans que pour elle recommencerait toujours le même travail. De nouveau, sur l'étagère, il y aurait une couche de poussière à enlever, de nouveau le mari rentrerait le soir au logis affamé, de nouveau la marmaille apporterait de la boue sur ses nippes...

Le travail de la ménagère devient de jour en jour plus inutile, plus improductif.

Le ménage individuel périlite. Il est de plus en plus remplacé par le ménage collectif. La femme-travailleuse pourra bientôt ne pas s'occuper de faire son logement elle-même ; dans la société communiste de demain, ce travail sera fait par une catégorie spéciale d'ouvrières qui ne feront que cela. Les femmes des richards se sont affranchies depuis longtemps de ces ennuyeuses et fatigantes besognes. Pourquoi la travailleuse continuerait-elle à accomplir cette corvée ? Dans la Russie des Soviets, la vie des travailleuses doit être entourée des mêmes aises, de la même lumière, de la même hygiène et de la même beauté dont avaient été jusqu'ici entourées les femmes des classes riches. Dans une société communiste, la travailleuse n'aura pas non plus à dépenser ses rares, ses trop rares heures de loisir à cuisiner, vu que dans la société communiste il y aura des restaurants publics et des cuisines centrales où tout le monde pourra venir prendre ses repas. Ces établissements, on les voyait d'ailleurs se répandre partout sous le régime capitaliste déjà. En effet, depuis un demi-siècle, le chiffre des restaurants et cafés dans toutes les grandes villes d'Europe allait grandissant de jour en jour ; ils poussaient comme des champignons après une averse d'automne. Mais tandis que sous le régime capitaliste seuls les gens à la bourse bien garnie étaient à même de se payer des repas dans un restaurant, dans la cité communiste viendra manger dans les cuisines et restaurants centraux qui le voudra. Il en sera de même pour la lessive et autres travaux : la travailleuse ne sera plus obligée de s'ex-

téner dans une buanderie ni de s'abîmer les yeux pour reprendre ses bas ou pour rapiécer son linge : la travailleuse portera celui-ci chaque semaine aux *lavoirs centraux* où chaque semaine aussi elle le retirera tout lavé et repassé ; ce sera un souci de moins pour la femme travailleuse. D'autre part, des *ateliers spéciaux de réparation d'effets* permettront aux travailleuses de consacrer leurs veillées à des lectures instructives, à de saines distractions au lieu de les passer, comme elles le font maintenant, en des ravaudages fastidieux. Si bien que les quatre derniers travaux qui restent encore à la charge de nos ménagères vont bientôt disparaître à leur tour sous le régime communiste triomphant. Et l'ouvrière n'aura certes pas lieu de les regretter. La société communiste n'aura brisé le joug domestique de la femme que pour rendre sa vie plus riche, plus complète, plus joyeuse et plus libre.

III. — L'éducation des enfants est l'affaire de l'Etat.

Mais alors que restera-t-il à la famille après que tous les travaux du ménage individuel auront disparu ? Ce sont : *les enfants*. Mais là encore l'Etat des travailleurs viendra à l'aide de la famille en se substituant à elle : la société se chargera graduellement de tout ce qui incombait antérieurement aux parents. Sous le régime capitaliste déjà, *l'enseignement de l'enfant avait cessé d'être le souci des parents* : les enfants étudiaient dans les écoles. Une fois l'âge de l'école atteint par l'enfant, les parents respiraient : à partir de ce moment, le développement intellectuel de leur enfant cessait d'être leur préoccupation. Mais toutes les obligations de la famille envers les enfants ne sont pas pour cela finies : reste encore à nourrir les enfants, à les chauffer, à les vêtir, à en former des travailleurs habiles et probes, qui soient à même, le moment venu, de vivre eux-mêmes et de faire vivre le père et la mère dans leurs vieux jours. Cependant, rare était la famille ouvrière qui réussissait à remplir intégralement toutes ces obligations envers les enfants : des salaires trop modiques ne permettaient même pas de faire manger les petits à leur faim, tandis que le manque de loisir empêchait la mère et le père de consacrer à l'éducation de la jeune génération toute l'attention que celle-ci sollicite. La famille était censée éduquer les enfants. Mais en était-il réellement ainsi ? C'est la rue qui éduque les enfants des prolétaires. Les enfants des prolétaires ignorent les douceurs de la vie de famille, douceurs dont jouissaient encore nos pères et nos mères à nous.

De plus, les bas salaires des parents, l'insécurité, la faim même, aboutissent souvent à ce résultat qu'à peine âgé de dix ans, le fils du prolétaire devient à son tour un travailleur indépendant. Or, aussitôt que le gosse ou la gosse commencent à gagner, ils se sentent maîtres de leurs petites personnes si bien que les paroles et conseils de leurs parents cessent d'avoir prise sur eux ; l'autorité des parents s'affaiblit ; finie l'obéissance. De même que s'en vont un à un les travaux domestiques de la famille, de même on en voit disparaître toutes les obligations envers les enfants. Ces obligations, entretien et éducation, c'est la société qui va les remplir à la place des parents. Pour la famille pro-

létarienne, sous le régime capitaliste, les enfants étaient souvent, trop souvent, un lourd et insurmontable fardeau.

Là encore, la société communiste viendra en aide aux parents. Dans la Russie des Soviets, par les soins des commissariats de l'Instruction publique et de la Prévoyance sociale notamment, il se fait d'ores et déjà bien des choses en vue de faciliter à la famille la tâche de l'éducation et de l'entretien des enfants. Maisons pour tout petits bébés, crèches, écoles enfantines, colonies et foyers d'enfants, infirmeries et maisons de santé pour enfants malades, restaurants, déjeuners gratuits à l'école, distribution gratuite des manuels, de vêtements chauds et de chaussures aux élèves des établissements d'enseignement — tout cela ne démontre-t-il pas surabondamment que l'enfant sort des cadres de la famille, qu'il est reporté des épaules des parents sur celles de la collectivité ?

Les soins des enfants par les parents se composaient de trois parties différentes : la partie comprenant les soins proprement dits aux tout petits bébés, celle ayant trait à l'éducation de l'enfant et enfin la partie se rattachant à l'instruction de ceux-ci. Quant à l'enseignement des enfants dans les écoles primaires et plus tard dans les gymnases et les universités, il est devenu l'affaire de l'Etat dans la société capitaliste déjà. Les besoins de la classe ouvrière, ses conditions de vie dictaient impérieusement même à une société capitaliste la création de tout un système d'établissements d'instruction à l'usage de la jeunesse : terrains de jeu, écoles enfantines, foyers, etc., etc. Plus les ouvriers étaient conscients de leurs droits, mieux ils étaient organisés dans l'Etat, et plus aussi la société se montrait empressée à décharger la famille du soin des enfants. Mais la société bourgeoise avait peur d'aller à cet égard à la rencontre des intérêts de la classe ouvrière, pour ne pas contribuer de la sorte à la décomposition de la famille. Les capitalistes, eux, n'ignorent pas que l'antique famille avec la femme esclave et l'homme responsable de l'entretien et du bien-être de la famille — que cette famille est le meilleur des moyens pour émousser l'effort prolétarien vers la liberté, pour affaiblir l'esprit révolutionnaire du travailleur et de la travailleuse. Le souci de la famille fait courber l'échine ouvrière, l'oblige à transiger avec le capital. Un père et une mère, que ne feraient-ils pas quand leurs enfants ont faim ? Or, à la différence de la société capitaliste qui n'a pas su transformer l'éducation de la jeunesse en une œuvre véritablement sociale, en une œuvre d'Etat, la société communiste, elle, considère l'éducation sociale des jeunes générations comme la base même de ses lois et mœurs, comme la pierre angulaire du nouvel édifice. Ce n'est pas l'ancienne famille mesquine et égoïste, avec ses querelles de parents, avec son souci exclusif des siens, qui va nous former l'homme de la société de demain ; ce qui va nous former l'homme nouveau de la société nouvelle, ce sont des œuvres socialistes telles que terrains de jeu, jardins, foyers et tant d'autres encore, où l'enfant passera la plus grande partie de sa journée et où de sages éducateurs feront de lui un communiste conscient de la grandeur de cette devise sacrée : solidarité, camaraderie, entraide, dévouement à la collectivité.

Mais alors, sans l'éducation, sans l'enseignement, que subsiste-t-il des obligations de la famille envers les enfants, surtout après que celle-ci se verra affranchie également de la plus grande partie des soucis matériels auxquels donne lieu un enfant, à moins qu'il ne s'agisse des soins au tout petit bébé tant qu'il a encore besoin du sein maternel, tant qu'il vacille en s'accrochant aux jupes maternelles ? Mais là encore l'Etat communiste s'empresse de venir au secours de la mère travailleuse. Plus de filles-mères abandonnées avec des bébés sur les bras ! L'Etat des travailleurs se pose pour but d'assurer la subsistance à chaque mère — qu'elle soit légitimement mariée ou non — tant qu'elle allaite son bébé, de créer partout des maisons de maternité, de fonder dans toutes les villes et dans les villages des crèches et autres œuvres analogues, pour permettre ainsi à la femme de servir utilement l'Etat et d'être mère tout à la fois.

Que les travailleuses-mères se rassurent : la société communiste ne se dispose point à enlever l'enfant aux parents, ni à arracher le bébé au sein de la mère ; elle n'a pas davantage l'intention de recourir à des moyens de violence pour détruire la famille. Rien de semblable ! Telles ne sont point les visées de la société communiste. Que voyons-nous aujourd'hui ; l'ancienne famille se décompose ; elle s'affranchit petit à petit de tous les travaux domestiques qui étaient autant de piliers soutenant la famille en tant que famille. Le ménage ? lui également a cessé d'être une nécessité. Les enfants ? les parents-profétaires sont hors d'état de les soigner ; ils ne peuvent en assurer ni la subsistance, ni l'éducation. Situation dont souffrent dans une mesure égale parents et enfants. La société communiste vient donc au-devant de l'ouvrière et de l'ouvrier pour leur dire : Vous êtes jeunes, vous vous aimez. Chacun a droit au bonheur. Vivez donc votre vie. Ne fuyez point le bonheur, n'ayez pas peur du mariage, qui pour l'ouvrier et l'ouvrière de la société capitaliste était véritablement une chaîne. Surtout, ne craignez pas, sains et jeunes que vous êtes, de donner à la patrie ouvrière de nouveaux travailleurs, de nouveaux citoyens-fils. La société des travailleurs a besoin de nouvelles forces de travail, elle salue l'arrivée au monde de chaque nouveau-né. Ne vous inquiétez pas non plus de l'avenir de votre enfant : il n'aura ni faim, ni froid, il ne sera ni malheureux ni abandonné à son propre sort comme ç'eût été son cas sous le régime capitaliste. Une ration de subsistance, des soins pressés sont assurés à l'enfant et à la mère par la société communiste, par l'Etat des travailleurs dès qu'un enfant vient au monde. Celui-ci sera nourri, il sera éduqué, il sera instruit par les soins de la patrie communiste, mais cette patrie-là elle se gardera bien de l'arracher à ceux des parents qui voudraient participer à l'éducation du petit. La société communiste prendra sur elle les charges que comporte l'éducation des enfants, mais les joies paternelles, les satisfactions maternelles, elles les laissera à ceux qui se montreront aptes à comprendre, à savourer ces joies. Peut-on appeler cela destruction de la famille par les voies de violence ? ou séparation forcée de l'enfant et de la mère ?

Il n'y a pas à dire : l'ancienne famille a fait son temps, l'Etat communiste n'y peut rien, ce sont les

nouvelles conditions de la vie qui en sont cause. *La famille cesse d'être nécessaire à l'Etat*, comme dans le passé ; au contraire, elle détourne inutilement les travailleuses d'un travail plus productif et autrement sérieux. Elle n'est pas davantage nécessaire aux membres de la famille eux-mêmes puisque la tâche de l'éducation des enfants qui incombait à la famille, passe de plus en plus de celle-ci à la collectivité. Mais sur les ruines de l'ancienne famille on verra bientôt surgir une forme nouvelle qui comportera des relations toutes autres entre l'homme et la femme et qui sera *l'union d'affection et de camaraderie, l'union de deux membres égaux de la société communiste, sous deux livres, tous deux indépendants, tous deux travailleurs*. Plus de « servitude » domestique des femmes ! Plus d'inégalité au sein de la famille ! Plus de crainte pour la femme de rester sans soutien ni aide, avec des petits sur les bras, si le mari l'abandonne. La femme de la cité communiste ne dépend plus de son mari, mais de son travail. Ce n'est pas son homme, ce sont ses bras d'ouvrière qui la nourrissent. Plus d'angoisse non plus pour le sort des enfants. C'est l'Etat des travailleurs qui s'en charge. On verra le mariage épuré de tout le côté matériel, de tous les calculs d'argent, cette plaie hideuse de la vie de famille de nos jours. Le mariage se transforme dès lors en cette association sublime de deux âmes qui s'aiment qui ont foi l'une dans l'autre, qui promet à chaque travailleur et à chaque travailleuse, en même temps que la plus complète joie, le maximum de satisfaction qui puisse échoir à des êtres conscients d'eux-mêmes et de la vie qui les entoure. *L'union libre*, mais forte par l'esprit de camaraderie qui inspirera, *au lieu de l'esclavage conjugal du passé, voilà ce qu'apportera à l'homme et à la femme la société communiste de demain*. Or, les conditions du travail une fois transformées, la sécurité matérielle des travailleuses augmentée, après que le mariage célébré à l'église — ce mariage soi-disant indissoluble, mais qui n'était au fond qu'une supercherie — après que ce mariage, disons-nous, aura cédé la place à l'union libre et sincère de l'homme et de la femme amants et camarades, on verra du même coup disparaître cet autre fléau honteux, cet autre mal affreux qui déshonore l'humanité et qui frappe l'ouvrière qui a faim : la prostitution.

Ce mal, nous le devons au régime économique en vigueur, à l'institution de la propriété privée. Celle-ci abolie, la traite des femmes disparaîtra à son tour.

Que les femmes de la classe ouvrière ne s'affligent donc pas de voir la famille actuelle condamnée à disparaître. Elles feront bien mieux de saluer avec allégresse l'aube de la nouvelle société qui affranchira la femme de sa servitude domestique, qui allégera le fardeau de la maternité de la femme et où l'on verra, enfin, prendre fin la plus terrible des malédictions qui pèse sur la femme et qui s'appelle la prostitution.

La femme qui est appelée à lutter pour la grande œuvre de l'affranchissement des ouvriers, cette femme doit savoir comprendre que dans la cité nouvelle il ne doit plus y avoir place à ces divisions d'autrefois : ce sont mes gosses à moi, pour eux toute ma sollicitude maternelle, toute mon affection.

Ceux-là sont tes gosses à toi, ceux de la voisine, ils ne me regardent point. J'ai bien assez des miens ! Désormais, la travailleuse-mère, consciente de son rôle social, doit s'élever à ne point faire de différenciel entre *les tiens* et *les miens*, elle doit se rappeler qu'il n'y a que *nos* enfants, ceux de la cité communiste, commune à tous les travailleurs.

L'Etat des travailleurs a besoin d'une nouvelle forme de rapports entre sexes. L'affection étroite et exclusive de la mère pour son enfant doit s'agrandir pour embrasser tous les enfants de la grande famille prolétarienne. A la place du mariage indissoluble, basé sur la servitude de la femme, on verra naître l'union libre, forte par l'amour et le respect mutuels de deux membres de la cité du travail, égaux dans leurs droits et dans leurs obligations. A la place de la famille individuelle et égoïste surgira la grande famille universelle ouvrière où tous les travailleurs, hommes et femmes, seront, avant tout, des frères, des camarades. Tels seront les rapports entre l'homme et la femme dans la so-

ciété communiste de demain. Ces rapports nouveaux assureront à l'humanité toutes les joies de l'amour libre, ennobli par l'égalité sociale véritable des deux époux, joies qu'ignorait la société mercantile du régime capitaliste.

Un chemin aux enfants bien portants, florissants, un chemin à la jeunesse vigoureuse, éprise de la vie et de ses joies, libre dans ses sentiments et dans ses affections ! Telle est la devise de la société communiste. Au nom de l'égalité, de la liberté et de l'amour libre, nous appelons ouvrières et ouvriers, paysannes et paysans, à entreprendre courageusement et avec foi l'œuvre de la reconstruction de la société humaine en vue de la rendre plus parfaite, plus juste et plus apte à assumer à l'individu le bonheur qu'il mérite. Les drapeaux rouges de la révolution sociale qu'arborent, après la Russie, d'autres pays du monde, nous annoncent déjà l'avènement prochain du paradis terrestre, auquel, depuis des siècles, aspire l'humanité.

Alexandra KOLLONTAI.

Correspondance Internationale

POLOGNE

Le gouvernement des Soviets, après toutes les victoires de l'armée rouge, qui ont brisé l'offensive militaire de l'Entente et de la Pologne, a proposé plusieurs fois la paix, la paix définitive et durable au gouvernement réactionnaire polonais. Mais la Pologne gouvernante déclare cyniquement par la voix du renégat socialiste Pilsudski, chef suprême de la force armée : « Nous voulons faire une paix qui puisse être reconnue comme juste par la Russie de demain ». (*Le Matin*, 4 avril 1920).

L'Europe occidentale impérialiste, appauvrie, désorganisée, ruinée, ainsi que la Pologne, cette création du capitalisme international, ont besoin des richesses inépuisables de la Russie, surtout de ses matières premières, de ses produits alimentaires. Seules, les richesses de la Russie, seul le travail des masses ouvrières et paysannes russes peuvent dans le chaos économique de l'Europe, améliorer le sort des peuples affamés. Et les empereurs de la bourse internationale, ainsi que la Pologne possédante, aspirent à la paix avec la Russie, mais ne veulent pas conclure cette paix avec la Russie soviétique. Les diplomates de l'Entente évitent de rencontrer les représentants de leur ennemie mortelle, aujourd'hui puissante, ils ne veulent pas reconnaître officiellement la Russie Communiste.

Le gouvernement polonais, tout en imitant la politique perfide de l'impérialisme anglo-français, cherche par tous les moyens, ruses, formalités dilatoires, et autres procédés honteux, à ralentir et à compliquer les pourparlers de paix avec la République des Soviets. Les impérialistes polonais espèrent que la guerre durant encore quelques mois de plus sur le front polonais est susceptible de porter un coup mortel à la Russie soviétique, actuellement plus forte que jamais. La Pologne bourgeoise espère encore faire son devoir international contre-révolutionnaire, en remportant une victoire sur l'armée rouge, grâce

à cette « invincible armée polonaise » (à moitié détruite par la famine, les épidémies, les désertions) !

Le gouvernement polonais expose humblement à ses maîtres financiers, à l'Entente, qu'une paix prématurée ne pourra que renforcer la République des Soviets, que la continuation de la guerre est la politique la plus opportune, la plus avantageuse en ce moment, pour l'Entente elle-même, comme pour la Pologne. Toutes deux sont prêtes à conclure la paix avec la Russie, mais avec celle « de demain », la Russie colonie des Alliés, la Russie capitaliste, libérée de la dictature du prolétariat.

Mais les difficultés financières et économiques de l'Europe, la révolution en marche en Orient, comme en Occident, ne tiennent pas compte des désirs et des rêves de la contre-révolution polonaise et européenne. La situation intérieure du pays, l'armée décimée et souvent révoltée, le manque des milliards nécessaires pour la guerre poussent irrésistiblement la Pologne gouvernante à entrer en pourparlers avec la Russie soviétique.

La République polonaise indépendante, élevée dans l'esprit de combinaisons diplomatiques, de mensonges et de violences de la politique de l'Entente, tout en consentant à entrer en pourparlers de paix, s'efforce de créer en même temps des obstacles insurmontables. L'état-major polonais, d'accord avec Foch, va plus loin encore que l'Allemagne militariste de Hindenburg et de Hoffmann à Brest-Litovsk ; il n'admet pas l'armistice, la cessation des hostilités au front pendant la période des pourparlers de paix.

La Pologne impérialiste exige le rétablissement des frontières russo-polonaises de 1772, la mise sous le protectorat de la Pologne des territoires à l'ouest des frontières de 1772. La Pologne impérialiste se porte garante du droit de self-détermination des petites nationalités. Traduites en langue nette et franche, ces exigences, soutenues spécialement par le gouvernement français, ont pour but :

I. — La création de la « Grande Pologne » entou-

rée d'une série de petits Etats libres de nom, mais en réalité sous la domination de l'impérialisme polonais (Lituanie, Ukraine, Russie Blanche, Lettonie).

II. — L'introduction dans ces petits états de l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire de la Pologne dirigeante.

III. — Encerclement et écrasement de la Russie communiste par ces petits états limitrophes.

Mais les peuples limitrophes craignent la domination polonaise autant que celle de la Russie tsariste, et, pour protester contre ces exigences, la Lituanie et les autres états s'empressent déjà de conclure la paix avec la Russie soviétiste, indépendamment de la Pologne.

La Pologne des aventuriers dirigeants, des spéculateurs, des bourgeois, va encore plus loin : elle exige pour la ratification de la paix la réunion de la Constituante en Russie ; la Pologne gouvernante trouve que la ratification de la paix par les Soviets représentant les masses laborieuses de Russie, n'est pas valable. Par cette exigence la clique dirigeante de Pologne jette un défi à la Russie prolétarienne, en proclamant qu'elle ne reconnaît pas le pouvoir des Soviets. Le plan du gouvernement polonais — d'obliger la Russie soviétiste à convoquer la Constituante pour conclure la paix — exigence inadmissible pour la Russie. — montre clairement que tous les pourparlers de paix, toutes les combinaisons diplomatiques ne sont qu'une ignoble comédie.

Le gouvernement polonais, dans sa politique annexioniste et contre-révolutionnaire, est appuyé par tous les partis bourgeois et aussi par le parti polonais socialiste (P. P. S.), représentant le social-nationalisme polonais.

Depuis deux ans (date du rétablissement de la Pologne indépendante), le P. P. S. a fait montre d'une haine farouche envers la Russie communiste, appelant les masses ouvrières à la guerre sainte contre « l'invasion impérialiste de la Russie soviétiste dans les limites du territoire de la Pologne indépendante ». Pendant deux années, le P. P. S., en agitant le drapeau impérialiste polonais, a joué le rôle d'intermédiaire entre la bourgeoisie et les classes laborieuses, servant en même temps les intérêts de la réaction polonaise et internationale.

Et à présent, le P. P. S. ne démasque nulle part ni dans la presse, ni dans les réunions, ni à la Diète, l'ignoble comédie que jouent les impérialistes et les militaristes polonais par rapport à la paix avec la Russie. Les chefs du parti socialiste polonais n'appellent pas les masses ouvrières à protester par une lutte révolutionnaire, contre le défi jeté par la Pologne dirigeante à la Russie prolétarienne. Les chefs du P. P. S. prouvent une fois de plus qu'ils craignent, qu'ils évitent l'action des masses, les manifestations révolutionnaires, qui obligeraient le gouvernement polonais à conclure la paix avec la Russie soviétiste. C'est pourquoi ce dernier appel, adressé par le P. P. S. au peuple russe par-dessus la tête des soviets — prétendu appel à la paix. — sonne faux, n'est qu'une farce, qu'une répétition de la comédie que joue la Pologne réactionnaire.

Les masses ouvrières conscientes comprennent les problèmes du moment. Elles se rendent compte que la République des Soviets faisant, impitoyablement, la guerre à la contre-révolution, ne poursuit aucun

but de conquête, qu'au contraire, à tout propos, elle renouvelle ses offres de paix véritablement démocratique à tous les peuples voisins.

Le prolétariat polonais conscient, groupé autour du parti communiste polonais, comprend que la liquidation de la guerre sur tous les fronts est nécessaire à la Russie soviétiste qui désire consacrer toutes ses forces créatrices à la réalisation de ces profondes transformations sociales pour lesquelles les masses ouvrières russes ont lutté, se sont rangées sous l'étendard des Soviets communistes. Et c'est pourquoi le prolétariat conscient polonais veut la paix avec la Russie communiste et arrivera à l'obtenir par l'action révolutionnaire.

SIGMA.

BSPAGNE

Un Parti communiste espagnol, adhérent à la 3^e Internationale, a été fondé officiellement le 15 avril à Madrid, par l'organisation des Jeunesses socialistes. L'organe des Jeunesses, *Renovacion*, devient *El Comunista*. Un manifeste a été lancé par le nouveau parti, qui fait appel à la gauche du Parti socialiste, l'invite à faire sécession et à grossir ses rangs. Nous avons eu la bonne fortune de voir récemment un des fondateurs du nouveau Parti, et il nous a fait les déclarations ici résumées :

« Les *Juventudes Socialistas Españolas* qui, à leur dernier Congrès national, s'étaient déclarées sans réserve ni équivoque pour la 3^e Internationale, ont principalement contribué à former le *Parti Communiste Espagnol*. On peut considérer comme fâcheux que ce rôle ait incombé aux Jeunesses, mais le fait est que la situation n'avait pas d'autre issue. Les Jeunesses étaient le véritable foyer de l'esprit communiste en Espagne, dans le Parti socialiste, bien que la masse soit indubitablement révolutionnaire, les leaders sont généralement opportunistes. A part Anguiano, secrétaire du Parti, l'aile gauche n'a pas de leaders vraiment communistes. Il est vrai qu'il s'était formé un groupe se dénommant « Comité pour la 3^e Internationale », comprenant des hommes comme Mariano Garcia Cortès, Manuel Nunez de Arenas, Cesar Gonzalez, José Lopez y Lopez et Ramon Lamonedá, mais ce groupe n'est pas réellement un groupe de gauche. Collaborant étroitement avec les politiciens réactionnaires du Parti, il dessert les idéals de la 3^e Internationale. Par exemple, dans une réunion du Parti à laquelle j'ai assisté avant de quitter l'Espagne, Garcia Cortès prononça un discours opportuniste en usant de cet argument : la Russie des Soviets, elle-même, emploie la temporisation. Cette sorte de démagogie, chez un homme renseigné comme Cortès, est une trahison de la 3^e Internationale. Mêmes trahisons chez Nunez de Arenas, Lamonedá et les autres, qui sont allés jusqu'à voter pour Fabra Ribas, un ami politique de Renardel, comme directeur du journal quotidien du Parti, *El Socialista*. Peu de temps après, d'ailleurs, Nunez de Arenas succéda à Fabra Ribas comme directeur du journal hebdomadaire personnel de celui-ci, *La Internacional*, et Lamonedá entra dans la rédaction de *El Socialista*.

« Tous ces hommes que j'ai nommés, de même que Lopez Baeza, Virginia Gonzalez, Ovejero, ne peuvent avoir la confiance des communistes. Mais dans

ce « Comité pour la 3^e Internationale », se trouvaient deux camarades, Merino Garcia et Daniel Auguiano, qui sont bien différents des autres, et qui prouvent par leurs actes qu'ils entendent se conformer aux principes de la 3^e Internationale. Eux seuls ont été admis à contribuer à l'organisation du Parti Communiste.

« Notre Parti a probablement 10.000 membres environ, mais il peut compter sur l'adhésion rapide de nombreux éléments du Parti socialiste, et je crois qu'en moins d'un an il sera le plus fort des deux groupements. Il a des organisations locales dans presque toute l'Espagne, nées de la fusion des groupes de Jeunesse avec d'autres groupes et dans chaque organisation locale, il y a un Comité de propagande directement en rapports avec le Comité Exécutif provisoire du Parti Communiste. Actuellement, quatre propagandistes sont en tournée à travers l'Espagne. *Renovacion*, devenue *El Comunista*, sera notre organe officiel.

« Les membres du Comité Exécutif provisoire sont Merino Garcia, Esteban, Andrade, Rodriguez, Portela, Illescas, Buendia, Ugarte et Pico. Le Parti tiendra sans doute son premier Congrès dans un bref délai. Le camarade Rutgers, du Bureau Auxiliaire d'Amsterdam de l'Internationale Communiste, a envoyé à ses organisateurs une lettre de salutation. »

Nous publierons prochainement des documents relatifs au nouveau Parti Communiste.

B. S.

AFRIQUE DU SUD

Le secrétaire du *Socialist Labour Party* d'Angleterre, T. Mitchell, nous communique une lettre du camarade Andrews, secrétaire de l'*International Socialist League of South Africa* (Ligue socialiste internationale de l'Afrique du Sud), dont le siège est à Johannesburg (Transvaal) qui annonce l'adhésion unanime de cette organisation à la 3^e Internationale. L'*I. S. L.* s'oppose nettement au *Labour Party* de l'Afrique du Sud, dont l'attitude n'est pas socialiste. L'adhésion a été transmise aux organes exécutifs de l'*I. C.*

B. S.

NOTRE SOUSCRIPTION

Cinquième liste

Eugène Rolland, 5 fr.; Jules Dassaux, 5 fr.; Un camarade roumain, 10 fr.; Un postier, 1 fr.; Hamel, 2 fr. 50; Maurice Vagné, Nancy, 4 fr.; Rodin, Nancy, 2 fr.; Callot, Marseille, 5 fr.; Quenin, Houbaix, 5 fr.; Gallot Raoul, 10 fr.; Gillot, 5 fr.; un communiste, 2 fr. 50; Troisième Section du Parti Socialiste, 25 fr.; Legrand, 10 fr.; Cavé, Lyon, 10 fr.; Louis Maurel, 10 fr.; un syndiqué, 1 fr. 50; pour le triomphe du communisme, 1 fr.; Marcel Gay, 10 fr.; Gleizes, 5 fr.; Thielley, Pagny, 5 fr.; Blond, 10 fr.; deux internationalistes, 8 fr.; Leroy, 5 fr.; un représentant, 1 fr.; un membre du Parti, 0 fr. 50; pour les Soviets, 1 fr.; Camille A..., 5 fr.; Constant, Saint-Etienne, 5 fr.; un internationaliste, 2 fr. 50; pour le développement du *Bulletin*, 5 fr.; deux cheminots, 5 fr.; Alexandre, 10 fr.; citoyenne Rameau, 10 fr.

Total de la 5^e liste 200 fr. 50

Total des listes précédentes.... 1.091 25

Total..... 1.297 fr. 75

Comité de la 3^e Internationale

COMMISSION D'ÉTUDES

La Commission d'Études du Comité de la 3^e Internationale invite tous les membres du comité, tous les lecteurs du Bulletin, à collaborer à son travail sous la forme suivante :

Le Bulletin Communiste a publié, dans son numéro 2, des Thèses proposées par le secrétariat Ouest-Européen de l'Internationale communiste, et dans son numéro 4, des Thèses communiquées par le Bureau auxiliaire d'Amsterdam. Ces Thèses serviront de base à l'élaboration du programme doctrinal et tactique des communistes français. Tous ceux qui désirent formuler leurs suggestions peuvent le faire en nous envoyant ces Thèses avec leurs annotations, rectifications ou adjonctions, ou en formulant leurs propositions. Le camarade Loriot centralisera toutes les communications, qui seront étudiées par la Commission, puis discutées par le Comité en séance plénière.

Nous tenons des numéros 2 et 4 du Bulletin, concernant les Thèses, à la disposition de ceux qui en feront la demande, accompagnée du montant en timbres-poste.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ÉTRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)